

Échec de la réunion des « Amis de la Syrie »

RÉSEAU VOLTAIRE | 23 JUIN 2013

ESPAÑOL



La réunion des « Amis de la Syrie », le samedi 22 juin 2013, à Doha (Qatar), s'est soldée par un échec. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis avaient annoncé lors du G8 de Lough Erne qu'ils allaient armer officiellement l'Armée syrienne libre. Celle-ci avait fait connaître, le 14 juin, la liste des armes et munitions dont elle avait besoin.

Or, non seulement la réunion n'a rassemblé que 11 membres sur 121, mais elle n'est pas parvenue à prendre la responsabilité de la livraison officielle d'armes en violation des résolutions des Nations Unies.

Le président français, François Hollande, était arrivé samedi après-midi à Doha. Il ne participait pas personnellement à la conférence qui se tenait au niveau des ministres des Affaires étrangères, mais s'en tenait informé avec l'émir.

La veille, Paulo Pinheiro, président de la Commission d'enquête du Haut-Commissariat aux Droits de l'homme sur la Syrie, avait indiqué que la responsabilité personnelle des dirigeants occidentaux serait engagée en cas de crimes commis par les « rebelles » avec ces armes [1].

Selon le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, deux États membres se seraient formellement opposés aux livraisons officielles d'armes. Selon son homologue britannique, William Hague, le Royaume-Uni serait l'un d'entre eux. Londres aurait ainsi changé de position.

Pour faire bonne figure, M. Fabius a annoncé la livraison d'antidotes pour soigner 1 000 blessés au gaz sarin. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis soutiennent en effet que le gouvernement syrien a fait usage de cette arme. Leurs « *preuves* », transmises à la Russie et à l'ONU ont été accueillies avec scepticisme car elles ne correspondent pas aux normes internationales. Une commission d'enquête des Nations Unies a été décidée à ce sujet lors du G8 de Lough Erne.

Dans leur communiqué final, les 11 dénoncent l'internationalisation de la crise par l'Iran et le Hezbollah. Ils soulignent qu'ils sont tombés d'accord pour « *intensifier leur soutien* » aux « *rebelles* ». Le ministre qatari des Affaires étrangères, a précisé que ce soutien renvoyait... à des « *décisions secrètes* ».

[1] « *Livraisons d'armes aux « rebelles syriens » : co-responsabilité en cas de crimes* », Réseau Voltaire, 22 juin 2013.